

Accord collectif national

**COMMISSION PARITAIRE NATIONALE INTERBRANCHES
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE**

ACCORD DU 20 FÉVRIER 2006 (1)

CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE NATIONALE INTERBRANCHES
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA
COOPÉRATION AGRICOLE

NOR : AGRS0697069M

Entre :

La Coop de France,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de
l'agriculture (AGRI) CFTC ;

L'union nationale des syndicats autonomes agriculture et agroalimentaire
(UNSA-AA) ;

Le syndicat national de la coopération agricole, CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent accord demandent aux branches cou-
vertes par le présent accord et dépourvues de CPNEFP d'ouvrir, dans les
12 mois qui suivent la signature du présent accord, une négociation destinée
à mettre en place leur propre commission.

Elles demandent auxdites branches professionnelles de confier à leur
CPNEFP le soin d'examiner périodiquement l'évolution quantitative et quali-
tative des emplois et des qualifications de leur champ professionnel en tenant
compte notamment des travaux réalisés par l'observatoire paritaire prospectif
des métiers, des qualifications et de l'emploi de la coopération agricole.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Les résultats de cet examen, les conclusions et les recommandations qu'elles en tireront en matière de priorité de formation professionnelle, seront mis à la disposition des chefs d'entreprise, des institutions représentatives du personnel et des organismes compétents du secteur professionnel concerné et notamment l'OPCA2.

Article 1^{er}

Composition

Il est créé au sein de la coopération agricole une commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle.

Elle est composée de 2 représentants titulaires et de 2 représentants suppléants désignés par chaque organisation syndicale de salariés signataire du présent accord et d'un nombre équivalent d'employeurs désignés par Coop de France.

Les membres suppléants ne participent aux réunions de la CPNIEFP qu'en remplacement d'un membre titulaire absent ou empêché.

Article 2

Champ d'application

Sous réserve des dispositions de l'annexe I, le présent accord, applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer), vise les coopératives agricoles, les unions de coopératives agricoles, les SICA et les filiales de droit commun des organismes précités dès lors qu'elles relèvent de l'article L. 722-20-6° du code rural.

Article 3

Objet

La commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle a pour mission d'étudier et de formuler toutes propositions touchant à l'emploi, à la formation professionnelle et aux qualifications.

A cette fin, elle est notamment chargée de prendre tous les contacts nécessaires avec l'ensemble des partenaires, des institutions et organisations publiques et privées jouant un rôle en matière d'emploi, de formation et de qualification, d'engager toutes les réflexions à entreprendre dans ses domaines de compétence, de définir toutes les enquêtes et études à réaliser en lien avec son objet et de formuler aux commissions paritaires nationales de branche toutes les recommandations et propositions qu'elle jugera utiles.

A cet égard, la CPNIEFP aura notamment pour missions :

1. Sur l'emploi :

- de permettre l'information réciproque des branches professionnelles relevant du champ d'application de l'accord et des organisations syndicales de salariés signataires sur la situation de l'emploi, son évolution au cours des mois précédents et son évolution prévisible dans la coopération agricole ;

- de procéder ou de faire procéder à toutes études permettant une meilleure connaissance des réalités de l'emploi et des qualifications dans une démarche prospective ;
- d'établir un rapport annuel sur la situation de l'emploi en général et son évolution prévisible, tant quantitatif que qualitatif, dans la coopération agricole ;
- d'examiner les conditions de mise en œuvre des voies et moyens de reclassement et de reconversion professionnelle des salariés dans le cadre des restructurations des coopératives ;
- d'examiner et de proposer la mise en place de dispositions visant à favoriser la mobilité professionnelle et géographique et à renforcer la sécurisation des parcours professionnels ;
- d'accompagner les branches dans le développement de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences en s'appuyant sur les travaux de l'observatoire ;
- de faire le point sur la situation de l'emploi des seniors et sur les formations prévues à cet égard.

2. Sur la formation professionnelle :

En matière de contrats de professionnalisation :

- d'établir la liste des qualifications reconnues dans les branches de la coopération agricole et susceptibles d'être visées par les bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation ;
- d'identifier les publics pour lesquels la durée de l'action de professionnalisation peut être portée jusqu'à 24 mois et d'arrêter la liste des formations et des parcours de professionnalisation pouvant bénéficier de ces dispositions ;
- d'identifier les publics pour lesquels la durée des actions d'évaluation, d'accompagnement et d'enseignement peut être portée jusqu'à 40 % de la durée annuelle de travail et d'arrêter la liste des formations et des parcours de professionnalisation pouvant bénéficier de ces dispositions ;
- de moduler éventuellement le taux de prise en charge par l'OPCA2 des dépenses exposées par les entreprises au titre des contrats de professionnalisation ;
- de suivre et de porter une attention particulière aux conditions dans lesquelles les branches prendront des engagements en matière d'insertion dans les entreprises de jeunes sans qualification professionnelle et de demandeurs d'emplois adultes.

En matière de tutorat :

- de contribuer à l'élaboration d'un cahier des charges pour la formation des tuteurs et de participer à la rédaction d'une charte de la fonction tutorale.

En matière de périodes de professionnalisation :

- de définir les actions prioritaires des différentes branches de la coopération agricole, d'établir la liste des qualifications reconnues par les instances paritaires des branches de la coopération agricole et susceptibles d'être acquises par les bénéficiaires des périodes de professionnalisation et de préciser les objectifs des actions auxquelles ceux-ci peuvent participer ;

- de définir les publics prioritaires des différentes branches de la coopération agricole pouvant bénéficier des périodes de professionnalisation ;
- de préciser les actions bénéficiant d'une prise en charge par l'OPCA2 ;
- de moduler éventuellement le taux de prise en charge par l'OPCA2 des dépenses engagées par les entreprises dans le cadre des périodes de professionnalisation ;
- de suivre et de porter une attention particulière aux conditions dans lesquelles les branches développeront des actions de professionnalisation en direction des publics les plus en difficulté par rapport aux évolutions de l'emploi et peu ou pas bénéficiaires de formation.

En matière de droit individuel à la formation :

- de définir, notamment au regard des conclusions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications, les actions dont l'objectif de professionnalisation est considéré comme prioritaire pour le développement des compétences dans la coopération agricole ;
- d'identifier les actions de développement des compétences nécessaires aux métiers des branches de la coopération agricole ;
- de préciser les actions bénéficiant d'une prise en charge par l'OPCA2 ;

et ceci, dans le respect des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article L. 933-3 du code du travail.

En matière d'utilisation des fonds de la formation professionnelle :

- de déterminer chaque année les modalités d'affectation des sommes visées aux articles L. 951-1 et L. 952-1 du code du travail au financement :
 - des contrats de professionnalisation ;
 - des périodes de professionnalisation ;
 - du droit individuel à la formation ;
 - des formations de tuteur et de l'exercice de la fonction tutorale ;
 - du fonctionnement de l'observatoire paritaire prospectif des métiers et des qualifications dans le respect des textes législatifs et réglementaires prévus en la matière ;
- de définir chaque année l'utilisation qu'elle entend faire des fonds issus de la mutualisation interbranches ;
- d'examiner chaque année le compte-rendu détaillé que l'OPCA2 réalisera sur la destination et les modalités d'utilisation des fonds provenant de la mutualisation interbranches.

3. Sur les qualifications :

- d'organiser et développer des CQP transversaux et leur inscription au répertoire national des certifications professionnelles ;
- d'examiner l'évolution des diplômes et des titres relatifs aux métiers concernant la coopération agricole et définis par les instances des ministères habilités à délivrer ces certifications ;
- d'examiner l'évolution des qualifications professionnelles devant être développées dans les branches de la coopération agricole ;
- d'aider les branches à identifier les filières de métiers et les passerelles entre lesdits métiers afin de favoriser le développement des parcours professionnels et la valorisation des compétences maîtrisées ;

- d'aider et d'encourager les branches à développer des actions d'information et de promotion sur la réalisation de la VAE ;
- d'examiner l'opportunité de se doter d'un outil de positionnement des salariés dans le cadre des démarches CQP.

4. D'une manière plus générale :

- de définir les missions ainsi que les enquêtes et études à réaliser par l'observatoire paritaire prospectif des métiers et de qualifications ;
- de suivre le déroulement des travaux confiés à l'observatoire et de s'assurer de leur qualité ;
- de diffuser les travaux de l'observatoire auprès des fédérations nationales de branche et des organisations syndicales de salariés représentatives dans le secteur professionnel, des organismes compétents du secteur professionnel et notamment l'OPCA2, ainsi qu'aux COPIRE ;
- de décider des travaux qu'elle pourrait être amenée à sous-traiter, d'en choisir l'opérateur et d'en arrêter les modalités de financement ;
- de définir les partenariats à engager avec les observatoires d'autres secteurs d'activités, de préciser la nature des travaux à conduire en commun et d'en déterminer les modalités de financement ;
- d'analyser les travaux de l'observatoire pour en tirer toutes les conséquences envisageables en termes d'emploi, de formation et de qualification et de formuler à cet effet toutes les recommandations et propositions utiles aux instances paritaires des branches de la coopération agricole ;
- d'établir tous les contacts et échanges d'informations nécessaires avec les commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle des diverses branches de la coopération agricole ;
- d'arbitrer, le cas échéant, les priorités entre les différentes demandes d'études prospectives émanant des CPNEFP de branche susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte, notamment financière, sur les décisions de la CPNIEFP de la coopération agricole, de l'OPCA2 ou de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- de coordonner et décider des études sur lesquelles il conviendra de solliciter prioritairement l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- d'examiner l'opportunité de contribuer à l'élaboration d'un guide d'entretien professionnel référent pour les branches de la coopération agricole ;
- de créer des partenariats avec les pouvoirs publics en matière de développement de la formation professionnelle, des qualifications, de l'apprentissage, d'insertion des jeunes sans qualification, d'adaptation de l'enseignement professionnel et des diplômes (contrats d'études prospectives, EDEC, contrats d'objectifs, conventions de coopération...) ;
- d'adapter chaque année dans la limite des dispositions légales et réglementaires le budget consacré au financement des travaux et des frais de fonctionnement de l'observatoire paritaire prospectif interbranches des métiers et des qualifications, sous réserve des dispositions d'ores et déjà arrêtées par voie conventionnelle en la matière.

Article 4

Fréquence des réunions

La présente commission se réunira au minimum 2 fois par an et chaque fois que de besoin à la demande de Coop de France ou de l'une ou plusieurs de ses branches ou d'une ou plusieurs organisations syndicales de salariés signataires du présent accord, dans un délai de 1 mois suivant la demande formulée par écrit auprès du secrétariat de la CPNIEFP.

Article 5

Secrétariat

Le secrétariat de la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle est assurée par Coop de France dont le siège social est situé 49, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Article 6

Fonctionnement

La commission élit un président et un vice-président n'appartenant pas au même collège.

La présidence et la vice-présidence changent de collège tous les 2 ans.

Le président et le vice-président ne peuvent respectivement occuper simultanément la même fonction au sein du comité de pilotage paritaire de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Les salariés qui participent aux réunions de la CPNIEFP bénéficieront du maintien de leur rémunération par leur employeur. Au surplus, pour faire face aux frais de fonctionnement de la CPNIEFP, Coop de France allouera à chaque organisation syndicale de salariés signataire du présent texte une dotation annuelle de 350 €.

La CPNIEFP peut, si nécessaire, se faire assister par toute personne qualifiée de son choix et, en particulier, par un représentant de l'OPCA2.

L'ordre du jour de chaque réunion de la CPNIEFP sera arrêté conjointement entre le président et le vice-président. Il incombera ensuite au secrétariat de la commission de le faire parvenir à tous les membres de la commission au moins 2 semaines avant la réunion.

Les avis ou décisions sont formulés par accord entre le collège employeurs et le collège salariés, la position exprimée par chaque collège étant l'expression de la majorité des membres présents ou représentés dudit collège.

Le procès-verbal est établi par le secrétariat de la commission et transmis à ses membres dans le mois qui suit la réunion.

En cas de remarques, le président et le vice-président en prennent acte et les intègrent au procès-verbal qui est ensuite considéré comme définitivement adopté.

Un exemplaire du procès-verbal adopté est ensuite adressé à chaque membre de la CPNIEFP de la coopération agricole, à l'OPCA2 et au secrétariat de chacune des CPNIEFP de branche qui a la responsabilité de le diffuser aux membres de sa propre commission.

Article 7

Règlement intérieur

La commission se dotera d'un règlement intérieur en vue de préciser ses règles de fonctionnement.

Article 8

Harmonisation

Le présent accord annule et remplace les articles 1^{er} et 4 de l'accord du 30 juillet 1969 sur la sécurité de l'emploi dans la coopération agricole tel que modifié par l'avenant du 10 mai 1976 et par l'accord du 11 décembre 1986 et son avenant du 21 juin 1988.

Article 9

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur. Il se renouvellera ensuite d'année en année par tacite reconduction sous réserve de son éventuelle dénonciation dans les 6 mois avant l'échéance de chaque terme.

Article 10

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 11

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Article 12

Dépôt

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires auprès du service pluridépartemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, 18, rue Carnot, 94234 Cachan.

Un exemplaire de cet accord sera également déposé auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, 27, rue Louis-Blanc, 75484 Paris Cedex 10.

Fait à Paris, le 20 février 2006.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

à l'accord portant création d'une commission paritaire nationale inter-branches de l'emploi et de la formation professionnelle dans la coopération agricole

Article unique

Ont expressément demandé à être exclus du champ d'application du présent accord :

- les coopératives de matériel agricole (CUMA) ;
- les coopératives agricoles et SICA coopératives membres de la FCB (fédération nationale des coopératives agricoles et SICA de transformation de la betterave) ainsi que les personnes morales qu'elles contrôlent ;
- les coopératives agricoles, les SICA et les groupements d'intérêt économique membres de la FNCBV (fédération nationale de la coopération bétail et viande) ainsi que les personnes morales qu'ils contrôlent.